

SAMSUNG

PROFITEZ DE L'OFFRE !



THE NEW BUSINESS EXPERIENCE \*\* Voir nouvelle expérience professionnelle

\*voir conditions sur le site



# Quand Hollande insulte les entrepreneurs

Mots clés : Fiscalité, Syndicats, François Hollande, Continental, Medef

Par Yves de Kerdrel

Mis à jour le 04/03/2013 à 15:40 | publié le 04/03/2013 à 15:26 Réactions

Partager 0 Twitter 2 Share Recommander

## La chronique d'Yves de Kerdrel

Moins de dix mois après son élection à la présidence de la République, le sol se dérobe sous les pieds de **François Hollande**. Jamais les enquêtes d'opinion n'ont fait preuve à la fois d'une telle défiance à l'égard de sa politique d'austérité et de la pression fiscale insupportable et d'une telle désillusion au regard des promesses non tenues: l'incapacité d'inverser la courbe du chômage, de tenir le déficit budgétaire et d'empêcher la récession.

Surtout, plutôt que de tout mettre en œuvre pour faire revenir la confiance notre nouveau «Petit père Queuille» prend des décisions incompréhensibles. **La suppression du jour de carence pour les fonctionnaires**. L'annonce de nouvelles hausses d'impôt, même à titre «subsidaire» qui tétanise les entrepreneurs. Et le pire a été ce vote indécent **par le Sénat d'une loi d'amnistie pour les syndicalistes casseurs**, que le gouvernement a présenté comme une initiative communiste, mais qui a été approuvée par l'ensemble des socialistes.

Celui qui disait haut et fort devant des millions de Français, avec une arrogance rare: «Moi président de la République, je ferai en sorte que les partenaires sociaux puissent être considérés» puis «Moi président de la République, je ferai fonctionner la justice de manière indépendante» a réussi à se renier deux fois avec ce seul texte. D'abord en piétinant le rôle qu'il voulait donner au dialogue social. Ensuite en forçant la justice à tirer une croix sur tous ces dossiers de casseurs, mais aussi de syndicalistes qui confondent la défense des salariés et la prévarication. Puisque seraient également amnistiés les appropriations frauduleuses et les malversations financières. Histoire sans doute de passer l'éponge sur ces centaines de millions d'euros disparus dans des comités d'entreprise de grands groupes publics.

Jamais un gouvernement qui parle tous les jours d'apaisement, de justice, et de respect de l'ordre n'aurait dû laisser passer un tel texte qui déshonore tous ceux qui l'ont voté et qui donne de la France une image lamentable à l'étranger. C'est bien plus qu'une erreur, voire même une faute, c'est tout simplement une honte. Surtout, ce texte, s'il n'est pas amendé, revu et corrigé va avoir trois conséquences terribles.

Primo: comme l'a souligné très justement Laurence Parisot, la présidente du Medef, cette proposition de loi est un «appel à encourager la destruction et le cassage» avant d'ajouter: «Ceci est extrêmement grave. Je pense que nous sommes un des rares pays en Europe qui adopte ainsi des lois d'amnistie et surtout des lois d'amnistie (concernant) des délits qui ont pu aboutir à des

## Le cap et la boussole



L'éditorial de Paul-Henri du Limbert

## Figaro en PDF



## Abonnement



Vite j'en profite

LE FIGARO Espace Abonné

100% Digital



L'intégrale du Figaro en numérique

À partir de 12€/mois

## Figaro Store



Nouveauté

## Retrouvez



LE KIOSQUE FIGARO DIGITAL Découvrez une nouvelle expérience de lecture du Figaro et ses magazines

LE FIGARO LE FIGARO MAGAZINE madame FIGARO

- Le Figaro publié dès 22h la veille de sa parution
- Les magazines publiés chaque vendredi
- Une lecture plus ergonomique sur votre ordinateur

Cliquez-ici

## Les articles du New York Times

destructions de biens ou ont peut-être mis en danger certaines personnes.» Si bien qu'il faut s'attendre, désormais à ce que chaque annonce de plan social ou de fermeture d'usine soit l'objet d'un cassage organisé, de séquestrations de dirigeants, d'actes de sabotages qui ne vont améliorer ni notre situation, ni l'envie d'industriels d'investir en France, ni l'image du pays à l'étranger.

Secundo: ce texte constitue «une gifle au dialogue social» comme l'a très justement affirmé Éric Woerth, l'ancien ministre des Affaires sociales. Voilà donc un gouvernement qui ne cesse de plaider pour le dialogue, pour les passerelles entre patronat et syndicats, et pour la discussion, qui décrète tout d'un coup une prime en faveur de l'antagonisme, du conflit, voire même de la joute la plus violente possible. Dans un pays où le populisme de droite, comme de gauche frappe à la porte des urnes, ce vote constitue la promesse d'un avenir bien sombre pour tous les chefs d'entreprise.

Tertio: ce qu'il y a sans doute de plus terrible dans ce texte, c'est qu'au sein de l'entreprise, il crée deux catégories distinctes qui n'ont ni les mêmes droits ni les mêmes devoirs. D'un côté il y aura ces syndicalistes, activistes, et meneurs **qui pourront casser en toute impunité**, et de surcroît faire filmer leurs «exploits» comme cela a été le cas avec les «Conti». D'un autre côté il y aura des patrons, pour lesquels il n'y a jamais d'impunité. Puisque, désormais la justice s'est invitée en permanence dans la vie des affaires. À tel point que chaque chef d'entreprise est un coupable en puissance. Coupable d'être simplement responsable. Coupable de réorganiser son entreprise afin qu'elle reste rentable. Coupable de chercher à satisfaire à la fois ses clients, ses collaborateurs et ses actionnaires.

Avec une telle mesure, François Hollande n'a pas seulement acté un texte inique. Mais il a ouvert la porte à une conflagration nationale, à un scénario à l'italienne, voire même à une sorte de guerre civile. Lui qui disait vouloir apaiser la France... la crise comme jamais!

**LIRE AUSSI:**

- » [L'amnistie sociale gêne le PS et indigné la droite](#)
- » [Amnistie sociale: ce qu'il faut savoir sur la proposition de loi](#)
- » [Conti, PSA, Caterpillar: les dérapages se sont multipliés](#)

Par  Yves de Kerdrel  
Journaliste Figaro Suivre



**Avec Visa Premier**  
Profitez de remise exceptionnelles Grâce à votre carte bancaire



**Vin d'Espagne à 4,50 €**  
Vin malin vous propose un Bodegas Castanõ Monastrell 2010 à 4,50 €, noté Robert Parker : 89/100



**L'Allier en bouche**  
Créer, reprendre un commerce du 10-12 Avril, L'Allier vous donne les clés de votre installation

Publicité  Ligatus

**Réagir à cet article**



**La montre intelligente en verre flexible d'Apple**

Les investisseurs accueilleront sûrement favorablement une iWatch et certains déclarent déjà que l'ordinateur vestimentaire pourrait remplacer le smartphone au cours de la décennie à venir. UN ARTICLE DU NEW YORK TIMES...

Par  New York Times

**Et aussi :**

- » [Le côté sombre du football moderne](#)
- » [L'inquiétude des catholiques brésiliens](#)
- » [Films historiques et réécriture de l'histoire](#)

[Tout afficher](#)



**FIGARO SÉLECTION**  
Toutes nos offres exclusives

**Privilèges**

**LE FIGARO privilèges**  
SAISON 5  
AUTOMNE-HIVER 2011  
[Cliquez ici](#)

**Carnet du jour**



[Toutes les annonces](#)

**Les dossiers Mon Figaro**

**Les présidents américains**

Par temps de guerre ou de paix, ils ont marqué leur époque.



**Les grandes heures de l'Assemblée**

Grandes lois et petits incidents...



**Les premiers pas des présidents**

Dès le début de son mandat, le président imprime sa marque personnelle.



**Éducation et présidentielle**

Depuis 1958, l'éducation a régulièrement été au coeur des campagnes.



**Prisons françaises**

Histoire et décryptage d'un univers opaque.



Découvrez **Mon Figaro Select**

**Galerie Photo**

**Anniversaire de la chute du mur de Berlin**  
Par Yan Morvan  
[Découvrez la collection](#)

**Les Décideurs**

Consultez les **biographies** et les dernières infos Figaro des **3 000** premiers managers en France.

Rechercher :

Personnalité  Société

**Figaro Cadeaux**